

Québec — Fonction Capitale

Francine Bordeleau

Numéro 70, automne 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/17172ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bordeleau, F. (1996). Québec — Fonction : capitale. *Continuité*, (70), 12–13.

Québec

Fonction : capitale

Réclamée par certains notables et décideurs de la région depuis 30 ans, la Commission de la capitale nationale du Québec a commencé ses activités en décembre dernier.

L'organisme aidera-t-il vraiment Québec à retrouver sa gloire perdue ?

PAR FRANCINE BORDELEAU

Pendant l'année qu'a duré le règne de Jacques Parizeau, ceux qui rêvaient de voir Québec devenir une véritable capitale – une capitale forte, avec un premier ministre installé à demeure – jubilaient. « L'ancien premier ministre avait une vision proche de la mienne : il accordait beaucoup d'importance aux institutions, et pour lui le statut de capitale politique attribué à Québec résultait d'un choix collectif et historique », dit M. Pierre Boucher, président de la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ).

D'abord dotée d'un fantomatique Secrétariat à la capitale, qui fut aboli en 1993, Québec a donc fini par avoir, grâce à la « vision » de M. Parizeau, sa Commission de la capitale nationale. Avec un budget de 7,3 millions de dollars pour l'année en cours et une équipe constituée d'une quinzaine de personnes, l'organisme ne dispose guère de moyens aussi considérables que la CCN fédérale instaurée, elle, dès 1958 (et dont le budget annuel dépasse les 100 millions). Il s'est néanmoins défini trois grands mandats : promouvoir et consolider la vocation de Québec comme siège des institutions de l'État ; souder les Québécois de l'ensemble de la province à leur capitale et, par le fait même, à leur histoire collective ; veiller à la revitalisation des édifices et des sites qui témoignent de cette histoire.

« Une capitale, c'est un symbole, mais c'est aussi de la brique et du béton », dit Pierre Boucher. C'est pourquoi la CCNQ comporte un Service de l'aménagement et de l'architecture. « Son rôle ne consiste pas à se substituer au Service d'urbanisme de la Ville de



Le parlement de Québec.

Photo : Brigitte Osliguy

Québec, mais à conseiller le gouvernement sur la meilleure façon de traiter son patrimoine », explique Serge Filion, le directeur de ce service de la CCNQ. Celui-ci parle de « développement harmonieux » – l'arrondissement historique du Vieux-Québec en constituant l'un des trop rares exemples –, de « respect de la nature, du bâti, des institutions existantes, des personnes »... « La commande est énorme », insiste-t-il. En fait, si l'on en croit la CCNQ, le patrimoine de la capitale est plutôt mal en point.

Pierre Boucher souligne « les très sérieuses lacunes dans l'aménagement de la colline parlementaire », cite « l'édifice J qui est une honte nationale », parle des « édifices maintenant inoccupés qui sont laissés à l'abandon »... Ce sont là des problèmes auxquels il faudra bientôt s'attaquer, estime la Commission.

L'argent des autres

La mise en valeur et la réhabilitation de la seule colline parlementaire, un des gros projets que l'organisme entend mener à bien, exigeront des dizaines de millions de dollars. Or, les millions, par les temps qui courent, sont plutôt difficiles à trouver. La Commission dispose bien d'un fonds « pour les secteurs en difficulté », comme le dit Serge Filion. Mais elle espère beaucoup de la table de concertation qu'elle préside et qui réunit ses principaux partenaires tels la Ville de Québec (avec qui la Commission a récemment conclu une entente-cadre chiffrée à 10 millions de dollars), la Société immobilière du Québec (SIQ), l'Assemblée nationale, le Grand Théâtre de Québec et Parcs Canada. Le gouvernement fédéral, on l'oublie peut-être,

est du reste très présent à Québec puisqu'il possède pas moins de 40 % du domaine foncier de la haute-ville.

La Commission cherche à convaincre ses partenaires de s'engager dans la revitalisation urbaine. Elle veut enclencher la « réparation » de la calamiteuse autoroute Dufferin-Montmorency qui mène au parlement. Elle gère, depuis avril dernier, les six parcs qui étaient jusqu'alors administrés par la SIQ. Elle s'est dotée d'une « politique de commémoration » qui guide ses interventions en matière d'odonymie, de toponymie, de monuments, de concepts d'interprétation. Du grand luxe, en somme. Mais du grand luxe nécessaire, soutient Pierre Boucher. « Nous avons besoin d'une capitale de qualité, affirme-t-il, et l'État doit investir dans sa mise en valeur. »

Cela veut dire de l'argent consacré en bonne partie à l'aménagement urbain. Mais il faut aussi que l'État fasse de Québec le véritable siège des institutions gouvernementales. « On ne peut pas exiger le rapatriement des directions générales qui ont déménagé dans la métropole, mais nous nous emploierons à ce que les décideurs et les gens qui occupent des postes stratégiques restent ou reviennent ici », dit le président de la CCN.

Pierre Boucher se donne cinq ans pour démontrer la pertinence de son organisme. Mais il est sûr qu'il aura réussi bien avant.

ÉVÈNEMENTS EN PATRIMOINE VIVANT

LE 4^e RASSEMBLEMENT DU CONSEIL QUÉBÉCOIS DU PATRIMOINE VIVANT

19 - 20 octobre 1996,

à Sainte-Marie-de-Beauce (Québec)

«Partenaires en Beauce pour une corvée de rêves...»

Communiquez avec nous pour plus d'information

Octobre

LE MOIS DU PATRIMOINE VIVANT, AU QUÉBEC

Soyez du nombre et faites en sorte que ce mois soit vivant et animé en mettant en place une activité.

Communiquez avec nous pour que nous la fassions connaître.

conseil québécois du
patrimoine vivant

direction générale: C.P. 1442, Québec (Québec) Canada G1K 7G7
tél.: (418) 522-5892 - télécopieur: (418) 647-4439

Centre d'Art

D E L É V I S

ARTS DE LA SCÈNE À

L'Anglicane

ARTS VISUELS À
LA GALERIE

Louise- Carrier

Pour un meilleur
environnement
Culturel



DIFFUSION
CULTURELLE
DE LÉVIS